

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette – CS 70069  
CEDEX 09  
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 25 septembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15 juillet 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ENGIE GREEN FITOU**

215 rue Samuel MORSE  
Le Triade II  
34000 Montpellier

Références : UID11/66-C3-2025-381

Code AIOT : 0006605558

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15 juillet 2025 dans l'établissement de la société ENGIE GREEN FITOU, implanté CHAMP DE TIR POSTE A à FITOU (11510). L'inspection a été annoncée le 19 juin 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ENGIE GREEN FITOU
- CHAMP DE TIR POSTE A 11510 FITOU
- Code AIOT : 0006605558
- Régime : Autorisation

Installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (Parc éolien de 8 aérogénérateurs d'une puissance totale de 18,4 MW) en construction.

**Thèmes de l'inspection :** Le respect de la réglementation, notamment l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 janvier 2022 et l'arrêté ministériel du 26 août 2011.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Déclaration des données techniques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2.II	Demande d'action corrective	1 mois
4	Mesures spécifiques liées à la phase des travaux	Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Mesures spécifiques liées à la phase des travaux	Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Mesures spécifiques liées à la phase des travaux	Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Mesures spécifiques liées à la phase des travaux	Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Mesures de préparation d'encadrement des travaux	Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Mesures nécessaires pendant la phase de construction	Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
14	Mesures nécessaires pendant la phase de construction	Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.5.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
15	Mesures nécessaires pendant la phase de construction	Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.5.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
16	Mesures nécessaires pendant la phase de construction	Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.5.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration des données techniques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2.I	Sans objet
3	Conformité au dossier de porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 1.3	Sans objet
5	Mesures spécifiques liées à la phase des travaux	Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.1	Sans objet
9	Mesures de préparation d'encadrement des travaux	Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.4	Sans objet
11	Mesures de préparation d'encadrement des travaux	Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.5.1	Sans objet
13	Mesures nécessaires pendant la phase de construction	Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.5.4	Sans objet
17	Mesures nécessaires pendant la phase de construction	Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.5.6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas certaines dispositions réglementaires et doit notamment transmettre plusieurs justificatifs.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Déclaration des données techniques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2.I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, OREOL
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.

<b>Constats :</b>
L'exploitant a déclaré les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison sur le site OREOL.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Déclaration des données techniques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2.II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, OREOL
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale prévue par l'article R. 181-12 du code de l'environnement ;</li> <li>- le dépôt d'un dossier au préfet pour le renouvellement de l'installation ;</li> <li>- la déclaration d'ouverture du chantier de construction d'un ou plusieurs aérogénérateurs y compris, le cas échéant, pour le renouvellement de l'installation ;</li> <li>- la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ;</li> <li>- le démarrage du chantier de démantèlement de l'installation ;</li> <li>- la scission d'un parc éolien en plusieurs parcs.</li> </ul> <p>Lorsque l'étape correspondante a déjà été réalisée à la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration est réalisée dans les six mois après cette publication.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a déclaré, sous OREOL, les étapes de la vie du parc, toutefois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le statut de la situation administrative est en démantèlement alors qu'elle devrait être en construction,</li> <li>- le renouvellement 1 n'est pas substantiel mais notable,</li> <li>- la date de l'ouverture du chantier de construction ne peut être antérieure à celle du démantèlement.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Conformité au dossier de porter à connaissance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 1.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Information
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'exploitant informe le Préfet de l'Aude, l'inspection des installations classées, la DGAC et la Sous-Direction Régionale de la Circulation Aérienne Militaire Sud (Division environnement aéronautique - Base aérienne 701 - 13661 Salon de Provence Air) du démarrage des travaux au moins 3 mois à l'avance.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni les justificatifs des déclarations faites à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la préfecture de l'Aude du 26 août 2024,</li> <li>- l'aviation civile du 26 septembre 2024,</li> <li>- l'armée du 26 septembre 2024,</li> <li>- l'inspection des installations classées du 9 juillet 2024.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Mesures spécifiques liées à la phase des travaux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Information</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lors du démantèlement ou de la construction du parc éolien, le guichet de la DGAC devra être informé, par courrier électronique, de la date de levage des éoliennes, dans un délai de trois mois avant le début du levage, pour l'inclure dans les publications aéronautiques à caractère permanent. Par ailleurs, pour l'utilisation de moyens de levage, une déclaration sera formulée avec un préavis d'un mois auprès du guichet DGAC à l'adresse suivante : snia-ds-bordeaux-bd@aviation-civile.gouv.fr.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas pu justifier de la réalisation de cette information au service de la DGAC.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection le justificatif de la réalisation de cette information au service de la DGAC.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 5 : Mesures spécifiques liées à la phase des travaux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Information</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant informe également la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Sud de Salon-de-Provence Division environnement aéronautique - Base aérienne 701 ainsi que la</p>

<p>direction de la sécurité de l'aviation civile Sud située à Blagnac (31) :</p> <p>des différentes étapes conduisant à la mise en service opérationnel du parc éolien (déclaration d'ouverture et de fin de chantier) ;</p> <p>pour chacune des éoliennes : les positions géographiques exactes en coordonnées WGS 84 (degrés, minutes, secondes), l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que leur hauteur hors tout (pales comprises).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni le courrier du 26 septembre 2024 comportant l'ensemble des informations (étapes du chantier et les données de chaque éolienne).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Mesures spécifiques liées à la phase des travaux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Information</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant informe par courrier le SDIS départemental de la date d'ouverture du chantier, puis de la date de mise en service du parc éolien.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas pu justifier de la réalisation de cette information au SDIS.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection le justificatif de la réalisation de cette information au SDIS.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 7 : Mesures spécifiques liées à la phase des travaux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Périmètre du chantier</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le périmètre de réalisation des travaux de construction des nouvelles éoliennes, de maintenance lourde et de démantèlement des anciennes éoliennes du parc éolien des Moulins à vent du Fitou comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les pistes d'accès pour accéder au site ;</li> <li>• les zones de travaux pour le montage des éoliennes (les emprises nécessaires au stockage, à l'assemblage et au levage des éoliennes) ;</li> <li>• les zones de stockage de la terre excavée ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• les postes de livraison ;</li> <li>• les zones de débroussaillage nécessaires autour des éoliennes ainsi que le réseau électrique câblé enterré (reliant les éoliennes entre elles ainsi que celui les reliant au poste de livraison créé et ce dernier au poste existant).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni le plan masse du projet ainsi que le plan exploitation et maintenance. Ces plans comportent les informations requises par le présent article à l'exception des zones de débroussaillage.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre un plan comportant les zones de débroussaillage (nouveau plan ou plan fourni complété).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 8 : Mesures spécifiques liées à la phase des travaux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Périmètre du chantier</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Afin de réduire l'impact de l'emprise au sol du parc éolien, la superficie totale de ce périmètre des travaux, définie ci-dessus, doit être limité au strict nécessaire tel qu'il est évalué dans l'étude d'impact. Cette évaluation n'intègre pas la superficie de tous les chemins mais uniquement ceux créés ou élargis. L'évaluation précise et justifiée de cette superficie est transmise à l'inspection des installations classées lors de la transmission du planning des travaux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas transmis l'évaluation <b>précise et justifiée</b> de la superficie du périmètre travaux au service de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le service de l'inspection a juste été destinataire des plans du chantier.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre l'évaluation <b>précise et justifiée</b> de la superficie du périmètre travaux au service de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>



**N° 9 : Mesures de préparation d'encadrement des travaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Doc
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant utilise des documents de planification environnementale de travaux et son suivi de chantier : par exemple la notice de respect de l'environnement, le schéma d'organisation de la protection et du respect de l'environnement, le plan de respect de l'environnement ou plan d'assurance environnement ou autre documents équivalents. Ces documents doivent être élaborés à partir des enjeux et mesures relevées dans les études environnementales préalables au projet et spécifier notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• le contexte environnemental du projet ;</li><li>• la situation géographique de zones à risques ou à enjeux ;</li><li>• les exigences du maître d'ouvrage et du projet auprès de ou des entreprises ;</li><li>• l'organisation générale du chantier ;</li><li>• les points critiques pour l'environnement du chantier, et les mesures attendues ;</li><li>• l'ensemble des prescriptions réglementaires applicables au projet ;</li><li>• les moyens de lutte contre la pollution ;</li><li>• le schéma d'intervention et de moyens déployés en cas de pollution accidentelle ;</li><li>• le plan de circulation des engins ;</li><li>• la gestion et le suivi de l'élimination des déchets relatifs au chantier (élimination via les filières dédiées autorisées...),</li><li>• les moyens de lutte contre les espèces envahissantes pendant et en fin de chantier par procédé non phytosanitaire ;</li><li>• la sensibilisation, la formation, le contrôle interne, la remise en état du site avec la terre végétale récupérée...).</li></ul> Ces documents doivent pouvoir être révisés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, ceci afin de refléter la réalité de la conduite des travaux et d'adapter les bonnes pratiques environnementales aux questions techniques soulevées et aux éventuels nouveaux risques identifiés découlant de l'évolution du chantier.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni la première et la dernière version du Plan général de coordination pour la protection de l'environnement (PGCE) pour le chantier. Ce document est régulièrement mis à jour, et la dernière version du 31 juillet 2025 comporte les suivis de chantier établis par l'écologue.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Mesures de préparation d'encadrement des travaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Ecologue
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'accompagnement des différentes phases de chantier sera réalisé, aux frais de l'exploitant, par un écologue compétent ayant obtenu une autorisation spécifique conformément à l'article 2.4.1 du présent arrêté. Ce dernier est chargé notamment de coordonner le chantier sous l'angle

environnemental (flore, faune, déchets, prévention des pollutions...) et de vérifier la mise en œuvre des prescriptions prévues par les documents de planification environnementale.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le bureau d'études Altifaune a suivi le chantier. Il a élaboré le Plan général de coordination pour la protection de l'environnement (PGCE) qu'il met régulièrement à jour au fur et à mesure des visites chantier.</p> <p>L'exploitant n'a pas pu justifier que le bureau d'études avait obtenu l'autorisation spécifique conformément à l'article 2.4.1 de l'arrêté n° DREAL-UID11/66-C3-2022-002.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection le justificatif de l'autorisation spécifique obtenu par le bureau d'études conformément à l'article 2.4.1 de l'arrêté n° DREAL-UID11/66-C3-2022-002.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 11 : Mesures de préparation d'encadrement des travaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.5.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Clôture du périmètre du chantier et balisage des stations à protéger
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le balisage des zones à protéger dans l'emprise du chantier est effectué par un écologue durant toute la phase de chantier et durant les périodes de démontage en cas d'arrêt définitif ou partiel du parc afin de les identifier clairement. Il concerne notamment : les stations d'espèces protégées et patrimoniales repérées en amont, les zones humides proches des pistes, des plate-formes et des tranchées.</p> <p>Un écologue intervient pour baliser toutes les stations d'espèces protégées et patrimoniales repérées en amont notamment et notamment les zones humides proches des pistes, des plate-formes et des tranchées afin de les identifier clairement. Des mesures spécifiques de préservation environnementale peuvent, à ce stade, être rajoutées dans les documents visés à l'article 2.3.4 du présent arrêté.</p> <p>Une cartographie lisible des zones balisées doit être disponible sur demande de l'inspecteur des installations classées pendant toute la durée du chantier ainsi que les zones prévues pour le stockage du matériel, le dépôt des matériaux, le poste de livraison et les plateformes de manutention.</p> <p>Les prestataires de travaux et les équipes de l'entreprise doivent être responsabilisés au strict respect de ce balisage qui doit être robuste (résistance au vent).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le balisage des zones à protéger et son suivi, notamment cartographique, sont réalisés par l'écologue, le bureau d'études Altifaune, et sont tracés dans les suivis de chantier qui sont annexés au PGCE.</p>

Par ailleurs, l'exploitant a fourni la cartographie des stockages du matériel, des dépôts de matériaux, du poste de livraison et des plateformes de manutention.  
Enfin, la sensibilisation des intervenants sur le chantier est réalisée lors de leur accueil.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Mesures nécessaires pendant la phase de construction**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.5.2

**Thème(s) :** Autre, Circulation des engins

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires (balisage, sensibilisation, formation, contrôle...) pour s'assurer que les engins de travaux ne stationnent et ne circulent pas en dehors des voies ouvertes à la circulation et des zones spécialement aménagées (aires de levage...), afin d'éviter le tassement du sol et la destruction d'espèces protégées (notamment les amphibiens et reptiles). Les ornières et flaques d'eau seront comblées avant le début des travaux. Ce comblement n'est réalisé qu'après vérification de l'absence d'amphibiens.

La vitesse de circulation des véhicules de chantier sur les pistes est limitée à 30 km/h afin de réduire le risque de collision, la production de poussière et la pollution sonore.

**Constats :**

Les intervenants sur site sont sensibilisés/formés lors de leur accueil. L'exploitant a établi un plan de circulation, avec une limitation à 30 km/h, et a mis en place de la signalétique et du balisage. L'exploitant n'a pu fournir de justificatif de la prise en compte de la thématique des ornières et flaques d'eau pour protéger les amphibiens.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection le justificatif de la prise en compte de la thématique des ornières et flaques d'eau pour protéger les amphibiens.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 13 : Mesures nécessaires pendant la phase de construction**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.5.4

**Thème(s) :** Autre, Création des fondations des éoliennes

**Prescription contrôlée :**

Afin d'éviter tout impact potentiel en phase chantier sur les eaux superficielles et souterraines (laitance de béton...) lié, notamment à la mise en œuvre de fondations plus profondes et/ou de travaux de renforcement non habituels des sols..., l'exploitant doit transmettre un rapport à connaissance conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement si les conclusions de l'étude géotechnique réalisée pour créer les fondations des aérogénérateurs du parc éolien montre la nécessité de mettre en œuvre des fondations différentes de celles initialement prévues.

<p>Ce porter-à connaissance comprend à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'impact sur la géologie,</li> <li>• l'impact sur l'hydrogéologie et les eaux souterraines,</li> <li>• l'impact sur la santé,</li> <li>• le cas échéant, le respect de la conformité à l'arrêté préfectoral relatifs aux captages en alimentation en eau potable (AEP) potentiellement concernés.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Étude géotechnique de conception - MissionG2 phase Avant-Projet, réalisée par le bureau d'étude ANTEAGROUP, du 27 mars 2023,</li> <li>- MISSION G2 PRO - CALCUL DES FONDATIONSEoliennes E1 à E8, réalisée par le bureau d'étude ANTEAGROUP, du 19 mai 2025.</li> </ul> <p>Il ressort de ces documents que les fondations n'ont pas nécessités de modification par rapport à ce qui était initialement prévu.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 14 : Mesures nécessaires pendant la phase de construction**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.5.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Moyens de lutte contre la pollution</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des mesures de prévention sont prises pour réduire les risques potentiels de pollution des eaux, notamment des eaux souterraines :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. utilisation d'engins de chantier et de camions aux normes en vigueur et régulièrement entretenus ;</li> <li>2. stationnement et opération de ravitaillement des véhicules et des engins de chantier réalisés sur une aire de rétention étanche fixe ou mobile. Le stockage des carburants et l'entretien des engins s'effectuera hors site. En cas de panne et de réparation sur site des engins, des mesures visant à garantir les mêmes niveaux de protection seront établies dans la mesure où les engins ne peuvent pas être évacués du chantier ;</li> <li>3. mise en place de barrières à l'entrée des PPI (Périmètre de Protection Immédiate) des captages d'eau ;</li> <li>4. mise à disposition de kits anti-pollution ;</li> <li>5. pose de membrane pour les zones de nettoyage des toupies ;</li> <li>6. entretien des véhicules réalisé sur une aire de rétention étanche installée sur le chantier ou en atelier à l'extérieur ;</li> <li>7. stockage des produits potentiellement polluants sur rétention conformément à la réglementation ;</li> <li>8. stockage des déchets de chantier potentiellement polluants sur rétention et évacuation dans des filières dûment autorisées ;</li> <li>9. mise en forme de la chaussée, des voies d'accès réaménagées et créées, ainsi que des plates-formes, afin de présenter une faible pente opposée au sens d'écoulement naturel des eaux et de créer ainsi un léger merlon en point haut ;</li> <li>10. interdiction durant les travaux de créer des tranchées dans les fondations de la plate-forme permettant les écoulements de laitance de béton dans l'environnement proche ;</li> <li>11. maintien des écoulements souterrains et superficiels, notamment lors de l'enfouissement</li> </ol>

des lignes électriques. Les mesures permettant d'éviter les émissions de matières en suspension dans les eaux de ruissellement seront prises ;

12. mise en place de mesures de protection particulières des ressources en eau en cas de traversée de cours d'eau pour la création du réseau électrique lié au parc ; création de fossés enherbés le long de la piste d'accès et du côté le plus bas de la voie créée ainsi que sur les plate-formes ;
13. aménagement des fossés permettant un écoulement libre, sans contre-pente et sans zones de stagnation des eaux et en évitant les rejets vers les PPI ;
14. installation si nécessaire d'un ou des bassin(s) de décantation et de traitement des eaux au point bas de chaque côté du cours d'eau avant rejet dans le milieu naturel. Ces bassins supprimés en fin de chantier (remplissage de terre végétale ou autre remblai) permettront d'éviter le rejet dans le ruisseau de fines transportées par les camions.

#### **Constats :**

Les constats concernant les différentes mesures de prévention sont les suivants :

1. Dans le cadre des contrats de sous-traitance, les prestataires doivent justifier du bon entretien des engins de chantier et camions, notamment en fournissant les comptes-rendus de la dernière Visite Générale Périodique de chaque engin utilisé sur site.
2. L'exploitant a mis en place une aire de rétention étanche fixe ainsi que des aires mobiles. ces dispositifs ont été vus lors de l'inspection. Concernant l'aire fixe, il a été constaté une dégradation de la zone et possiblement de la géomembrane.
3. Aucune barrière n'a été mise en place car le chantier n'est pas concerné par des périmètres de protection immédiats de captage d'eau.
4. Des kits anti-pollution de types boudins et produits absorbants sont à disposition sur site et dans les véhicules et engins.
5. Les suivis de l'écologue mentionnent la présence des aires de nettoyage des toupies.
6. L'exploitant a indiqué que l'entretien des véhicules et engins était réalisé hors site.
7. Les produits potentiellement polluants sont stockés sur l'aire étanche fixe.
8. L'exploitant a indiqué que le chantier n'avait pas encore généré de déchets potentiellement polluants et qu'aucun enlèvement a été réalisé. Lors de la visite le chantier était en construction du nouveau parc. Toutefois, le démantèlement de l'ancien parc a dû conduire à générer des déchets dangereux qui ont dû être éliminés dans des filières dûment autorisées avec émission de bordereaux de suivi de déchets. En outre, il apparaît que la société ENGIE GREEN FITOU n'est pas enregistrée sur le site de suivi des déchets, TRACKDECHETS.
9. Les suivis de l'écologue mentionnent la prise en compte de la limitation et de la maîtrise des ruissellements.
10. Les documents de réception de fond de fouille confirment l'absence de tranchées permettant l'écoulement de laitance de béton dans l'environnement proche.
11. Concernant les écoulements souterrains et superficiels, l'exploitant a indiqué l'absence d'écoulement et très peu d'eau de ruissellement sans le justifier.
12. L'exploitant a indiqué qu'aucun cours d'eau n'a été traversé pour la création du réseau électrique sans le justifier.
13. Les périmètres de protection immédiat étant suffisamment éloignés et au regard de la pluviométrie, il n'a pas été nécessaire de mettre en place de fossés.
14. En l'absence de cours d'eau, aucun bassin n'a été mis en place.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

<p>L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les justificatifs de la réparation de l'aire étanche fixe qui était dégradée,</li> <li>- les BSD relatifs au démantèlement de l'ancien parc,</li> <li>- le justificatif de l'enregistrement de la société sur TRACKDECHETS,</li> <li>- le justificatif de l'absence d'écoulement et peu de ruissellement lors de la mise en place des fondations,</li> <li>- les justificatifs que le tracé des réseaux électriques n'implique pas de traversée de cours d'eau.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 15 : Mesures nécessaires pendant la phase de construction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.5.6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi du chantier
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des écologues compétents (flore, faune terrestre, chiroptères, avifaune et suivi de chantier) et ayant obtenu une autorisation spécifique conformément à l'article 2.4.1 du présent arrêté sont mandatés par l'exploitant, pour assurer la bonne mise en œuvre des mesures décrites ci-dessous. Ils ont pour mission de vérifier la mise en œuvre des mesures visant à protéger l'environnement par les prestataires de travaux ou les équipes de l'exploitant.</p> <p>Les coordonnées de ces écologues seront mises à disposition de l'inspection des installations classées, dès leur désignation par l'exploitant, ainsi que le calendrier de leur intervention sur le chantier</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le chantier a été suivi par des écologues compétents, le bureau d'étude Altifaune.</p> <p>Toutefois, l'exploitant n'a pas pu justifier que ce bureau d'étude avait obtenu l'autorisation spécifique mentionnée à l'article 2.4.1 de l'arrêté autorisant l'exploitation du parc éolien.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre l'autorisation spécifique de son bureau d'études mentionnée à l'article 2.4.1 de l'arrêté autorisant l'exploitation du parc éolien.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 16 : Mesures nécessaires pendant la phase de construction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.5.6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi du chantier
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Les suivis par les intervenants en phase chantier sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 passage, 10 jours avant le démarrage des travaux, afin de baliser les zones sensibles (gîtes potentiels, nids...) pour pouvoir informer et sensibiliser le personnel du chantier. Un rapport détaillant les observations et proposant des recommandations sera transmis à l'exploitant une semaine avant le démarrage des travaux et tenu à disposition de l'inspection des installations classées ;</li> <li>• une périodicité hebdomadaire durant les phases d'aménagement (travaux de débroussaillage, terrassement, génie civil) et de libération des emprises. Chaque passage fera l'objet d'un rapport de constat et de recommandations qui sera transmis à l'exploitant dans un délai maximum de trois jours après intervention et tenu à disposition de l'inspection des installations classées. En cas de phase critique du chantier sur le plan environnemental, les écologues devront être présents sur toute la durée de cette phase.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni le PGCE qui mentionne le nombre de passages de l'écologue. Toutefois, la périodicité durant les phases d'aménagement à partir d'août 2025 est mensuelle et non hebdomadaire.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit justifier au service de l'inspection de la fréquence mensuelle et non hebdomadaire des suivis à partir d'août 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 17 : Mesures nécessaires pendant la phase de construction**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.5.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi du chantier</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans le cas où une espèce protégée et/ou patrimoniale était repérée alors qu'elle n'a pas été préalablement identifiée dans le dossier déposé ou si un problème sur l'environnement était soulevé lors de ces suivis, les intervenants informent immédiatement l'exploitant. Ce dernier transmet dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les solutions appropriées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué qu'aucune nouvelle espèce protégée et/ou patrimoniale n'a été identifiée lors du chantier et aucun nouveau problème particulier sur l'environnement n'avait été soulevé lors de suivis réalisés par l'écologue, dont les comptes-rendus sont annexés au PGCE.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>